

et par la même occasion, combler des lacunes dans certains domaines scientifiques et technologiques au Canada; envoyer des chercheurs dans les laboratoires japonais où l'on entrevoit des percées en science et en technologie intéressantes pour l'industrie canadienne.

— Prendre part aux recherches, aux négociations pour déterminer les normes d'exportation au Japon, ou à toute autre activité.

Les entreprises canadiennes intéressées doivent d'abord identifier leurs besoins et cerner leurs faiblesses. Ensuite, elles doivent élaborer un plan d'activités, faire la liste des avantages d'un programme de recherche au Japon pour leur compagnie et pour l'industrie canadienne. Le comité du FSTJ sera alors en mesure de déterminer si oui ou non il peut lui venir en aide.

3. LES ENTREPRISES ET LES ORGANISMES INDUSTRIELS DU JAPON

Selon les données officielles il existe environ 1 600 000 compagnies au Japon. La grosse entreprise regroupe celles qui comptent plus de 300 employés et dont le capital s'élève à 100 millions de yens ou plus.

Les petites et moyennes entreprises ont une équipe de moins de 300 travailleurs et fournissent des capitaux inférieurs à 100 millions de yens. En tête de liste de la Bourse de Tokyo se placent les quelques 2000 compagnies de la grosse entreprise. Elles sont membres du Keidanren, la Fédération des organisations économiques. Citons par exemple les multinationales Toyota, Matsushita, Sony ou encore les filiales de Mitsubishi, Mitsui et Sumitomo.

Le Keidanren participe activement à l'élaboration des lois de l'économie nationale du Japon au même titre que le MITI et le Ministère des finances. Elle défend les intérêts de près de 130 organismes industriels affiliés dans différents secteurs.

L'économie japonaise repose sur les 2 000 petites et moyennes entreprises dont une bonne part figure dans la seconde division de la Bourse de Tokyo